

# « Les métiers en pénurie ne sont pas la solution »

EMPLOI Pour Thierry Bodson (FGTB), le gouvernement wallon fait fausse route

- ▶ Le secrétaire régional de la FGTB wallonne critique le discours de Pierre-Yves Jeholet (MR).
- ▶ Le ministre de l'Emploi veut que le Forem dirige les chômeurs vers les professions en pénurie.
- ▶ C'est un faux problème pour le syndicaliste.

Dans l'entretien accordé au *Soir* en début de semaine, Pierre-Yves Jeholet (MR) reprochait à la FGTB wallonne son attitude au sein des instances de gestion du Forem, l'organisme public pour la formation et l'emploi. Pour le nouveau ministre régional, l'organisation syndicale s'y montrerait « intrusive voire dirigiste », ce qui ne convient pas au libéral.

Un jugement qui n'a pas plu à Thierry Bodson, le secrétaire général du syndicat, et qui n'a surtout pas eu le don de le réduire au silence : « Je métonne de l'analyse très critique du ministre sur le fonctionnement du Forem. Il dit notamment vouloir obtenir des indicateurs de résultats. Mais il enfonce des portes ouvertes. Nous aussi, nous demandons depuis longtemps d'affiner ces indicateurs. C'est d'ailleurs écrit en toutes lettres dans le contrat de gestion, que le ministre n'a peut-être pas eu le temps de lire. »

## Dégonfler le ballon

Pierre-Yves Jeholet insistait à nouveau sur une exigence chère aux libéraux : le Forem doit se montrer plus directif à l'égard des demandeurs d'emploi wallons pour les inciter à s'inscrire dans des filières de formation qui leur

donneront accès à la cinquantaine de métiers considérés en pénurie de main d'œuvre.

« Il faut dégonfler une fois pour toutes ce ballon », riposte Thierry Bodson.

« Je ne nie pas le problème, mais rencontrer la demande dans ces métiers en pénurie ne sera jamais une solution au problème du chômage », développe le responsable syndical.

On considère généralement que ces professions représentent à elles seules un gisement de 24.000 emplois. Le taux de ré-

ponse aux offres d'emploi est bas et le temps mis à pourvoir la fonction anormalement long. « Mais l'analyse de la situation réelle au-delà de ces critères officiels montre qu'en fait, seuls 4.000 postes ne trouvent pas preneurs, et pour plusieurs centaines d'entre eux, il s'agit de médecins, de pharmaciens ou de chercheurs, des formations que le Forem ne dispense évidemment pas », explique Thierry Bodson.

Ces 4.000 emplois qui restent en rade ne sont pas négligeables. Mais que représentent-ils réellement par rapport aux 220.000 demandeurs d'emplois inoccupés en Wallonie ? « Une goutte d'eau évidemment », répond le patron de la FGTB wallonne qui a réalisé en début d'année une étude argumentée sur la question.

« Il apparaît que les employeurs créent souvent eux-mêmes la pénurie parce qu'ils se montrent extrêmement sévères sur des critères discriminants comme le niveau de formation ou l'expérience professionnelle », souligne Thierry Bodson qui insiste au passage sur la responsabilité globale des entreprises : « Le Forem peut avoir un impact sur l'orientation ou la formation, mais pas sur l'offre, les salaires, la pénibilité, les exigences en matière d'expérience... »

## A moyen terme

Au passage, le leader syndical réactive une idée qu'il défend depuis longtemps, en vain : « J'attends toujours que les patrons acceptent de fournir un document justificatif lorsqu'ils n'engagent pas un candidat. Ils y expliqueraient les raisons de leur refus. Ce qui permettrait d'objectiver les manquements dans la formation ou le profil des demandeurs d'emploi. »

On dépasse ici le débat consacré aux seuls métiers en pénurie. « Je ne néglige pas cette question », insiste Thierry Bodson. Mais d'autres pistes de réflexion sont beaucoup plus fondamentales et elles ne sont pas évoquées par le nouveau mi-

nistre de l'Emploi. Il faut réfléchir à la situation en Wallonie dans dix ans : comment serons-nous capables de faire face à l'explosion des métiers liés à la digitalisation ou au vieillissement de la population. Les patrons et le gouvernement réfléchissent-ils à ces sujets ? Que proposent-ils ? »

Souvent critiqué, le Forem pourrait-il se montrer à la hauteur de ces enjeux à moyen terme ?

Thierry Bodson a aussi été très irrité par les remarques de Pierre-Yves Jeholet sur le fonctionnement et le manque de dynamisme de l'organisme public, auquel le ministre demande de se montrer plus sévère dans l'application des règles, et notamment des sanctions contre certains chômeurs.

« Je ne comprends pas qu'on puisse s'exprimer de la sorte, réagit le syndicaliste. Tout d'abord, cela donne une image monstrueusement négative de la Wallonie et de son administration. Ensuite, cela signifie que pour le ministre, les agents du Forem seraient hors la loi puisqu'ils n'appliqueraient pas la législation en vigueur. C'est évidemment faux. Le personnel se montre d'une parfaite loyauté comme le montrent les chiffres sur les exclusions du chômage qui n'ont pas varié malgré le transfert de la compétence de l'Onem au Forem. » ■

ÉRIC DEFFET

**COMMENTAIRE**

ERIC DEFFET

**LE CHÔMAGE  
NE FAIT PAS  
L'UNANIMITÉ**

Le chômage structurel est un mal wallon. Profond. Obsédant. Décourageant. Mais il est un autre problème qui mine presque autant la route vers le redressement social du sud du pays : l'incapacité chronique de ses dirigeants, responsables politiques, syndicalistes ou entrepreneurs, à s'entendre sur une analyse objective de la situation. C'est pourtant la condition *sine qua non* à l'émergence de solutions qui doivent être portées par toute une société si elles veulent avoir une chance d'inverser la tendance.

Ce mal très wallon est si profond que les acteurs précités ne s'entendent pas toujours sur le nombre de demandeurs d'emploi, un comble. Depuis quelques jours, on a tout entendu sur la question. Comment tenir un discours sérieux dans ces conditions ? D'autant que les divergences subsistent lorsqu'il s'agit d'apprécier l'impact réel d'une diminution linéaire du taux de chômage depuis trois ans ou de mesurer les évolutions de part et d'autre de la frontière linguistique.

Quels remèdes ? A nouveau, les analyses s'opposent frontalement et ne font pas abstraction de contingences plus idéologiques que scientifiques. Les métiers en pénurie fournissent un bel exemple.

L'opinion publique s'émeut de ces postes qui ne trouvent pas preneurs dans une région où 14,4 % de la population est au chômage. Le nouveau ministre Pierre-Yves Jeholet (MR) en fait une priorité, contraintes à l'appui. Les employeurs placent trop souvent des obstacles qui rendent ces postes difficilement accessibles. La FGTB considère que l'accent doit être mis sur d'autres politiques. Résultat prévisible de ce mélomélomé : mi-figue, mi-raisin. Si typiquement wallon, hélas.